

La visite de Yasser Arafat dans la presse israélienne

RÉACTIONS POLITIQUES

Yitzhak Shamir, Premier ministre (Likoud) :

« Monsieur Mitterrand se présente comme un ami d'Israël, mais ce qu'il fait aujourd'hui n'est absolument pas amical à l'égard d'Israël. » (*Yediot Aharonot*, 24 avril 1989)

« On ne peut pas ne pas voir le lien entre le crime commis aujourd'hui à Jérusalem et la visite du chef des organisations d'assassins en France. Arafat doit disparaître de la scène politique. Les assassins sont subvertis et empoisonnés par la haine et l'extrémisme. Ils voient comment leur dirigeant est reçu dans les palais présidentiels grâce à leurs crimes, et cela les incite à multiplier leurs actes. (...) C'est une déclaration sans importance. Il est capable de dire n'importe quoi s'il pense que cela peut lui servir à un moment donné. Je ne veux pas le mettre à l'épreuve ; ce que je veux, c'est le voir disparaître de la scène, et peu m'importe comment. » (*Yediot Aharonot*, 4 mai 1989)

Yitzhak Rabin, ministre de la Défense (travailliste) :

« Je ne vois, dans cette déclaration d'Arafat, aucune raison de changer les principes de base du gouvernement, selon lesquels nous n'accepterons pas de négocier avec l'OLP. Je n'ai pas reçu le texte exact de sa déclaration, mais nous connaissons cet homme et l'organisation qu'il dirige. Nous entendrons bientôt un démenti. Tous les Israéliens regrettent cette rencontre entre Mitterrand et Arafat. Je suis fier de la réaction des juifs de France. » (*Yediot Aharonot*, 4 mai 1989)

Ezer Weizman, ministre des Sciences (travailliste) :

« Si Arafat a dit que la charte de l'OLP était enterrée, cela signifie que j'ai eu raison pendant des années. Il faut parler avec Arafat sans passer par des intermédiaires de troisième ou de quatrième main. Il faut décider de quoi on parle, et engager immédiatement des discussions directes. » (*Haaretz*, 3 mai 1989)

Yossi Sarid, député (Ratz) :

« C'est une journée d'angoisse et de honte pour le gouvernement, et une bonne journée pour le peuple. C'est la journée que nous avons attendue et espérée, la journée où Yasser Arafat annule la répugnante charte palestinienne. Yitzhak Shamir est très effrayé, et il dit : encore un mensonge. Yitzhak Rabin est furieux, et il détruit encore cinq maisons en Cis-jordanie. Mais vous n'y pouvez plus rien : la paix dont vous avez si peur vous court après. Nous devons féliciter et encourager le président Mitterrand, car ses efforts ont porté leurs fruits. Sa rencontre avec Arafat a conduit l'OLP à une modération supplémentaire, une modération dont l'importance est primordiale. » (Débat parlementaire, 4 mai 1989)

Haïm Ramon, député (travailliste) :

« Shamir s'est déjà trompé dans le passé, en traitant Sadate de menteur dont il fallait dévoiler le caractère nazi, et en votant contre l'accord de paix avec l'Égypte. Peut-être se trompe-t-il aussi aujourd'hui, lorsqu'il dit qu'Arafat ment et que ses propos sont sans importance. Il faut soumettre Arafat à l'épreuve de la vérité. S'il ment, le monde doit le savoir, et s'il ne ment pas, Shamir doit faire la paix avec les Palestiniens. » (Débat parlementaire, 4 mai 1989)

Ehud Oulmert, ministre sans portefeuille (Likoud) :

« La déclaration d'Arafat est intéressante et il faut l'analyser dans son contexte. Il vaut mieux qu'il reconnaisse l'existence d'Israël plutôt que de la refuser, mais cela ne constitue pas, en soi, une transformation révolutionnaire des positions exprimées par le passé. L'assassinat de Palestiniens soupçonnés de vouloir mener à bien un processus d'élections est beaucoup plus significatif que toute déclaration. » (*Haaretz*, 3 mai 1989)

Avraham Burg, député (travailliste) :

« La comparaison entre les Palestiniens et les nazis n'est pas seulement idiote politiquement. Elle constitue surtout une insulte à la mémoire des six millions de victimes. C'est une tentative démagogique de transformer les Palestiniens en démons dont il serait permis de verser le sang. La déclaration du dirigeant de l'OLP annonce le début d'une ère nouvelle au Moyen-Orient. L'annulation des articles de la charte palestinienne rend stérile un prétexte israélien entêté et rapproche les chances d'une négociation israélo-palestinienne. Un gouvernement israélien qui ne réagirait pas à ce développement n'aurait pas droit à l'existence. » (*Haaretz*, 3 mai 1989)

Ouzi Baram, député (travailliste) :

« Si le Premier ministre croyait à la paix et essayait de la promouvoir, il saluerait la déclaration d'Arafat à Paris et se montrerait satisfait de l'acceptation de notre position selon laquelle la charte palestinienne devait être annulée. Si le Premier ministre tentait de diriger le peuple, il irait parler à la télévision et il dirait qu'une porte s'est ouverte vers la réconciliation avec les Palestiniens. S'il était un véritable Premier ministre, il appellerait immédiatement les dirigeants palestiniens des territoires et entamerait avec eux un nouveau dialogue en mettant Arafat à l'épreuve de sa déclaration. Mais nous n'avons pas de véritable Premier ministre. Nous avons un Premier ministre sans inspiration, sans courage et sans imagination. Si le parti travailliste continue de lui servir de feuille de vigne, nous partagerons la responsabilité d'avoir raté la paix. » (*Davar*, 3 mai 1989)

CORRESPONDANCES, ÉDITORIAUX ET COMMENTAIRES

Yshayahu Ben-Porat, *Yediot Aharonot*, 27 avril 1989 :

« (...) Ceux que la décision de Mitterrand a surpris ne savent pas dans quel monde il

vivent. Alors que des juifs célèbres et des députés israéliens rencontrent Arafat ; alors que nos intellectuels et nos activistes de toutes les tendances de la gauche se lient avec des représentants de l'OLP ; alors que les États-Unis eux-mêmes ont engagé la négociation avec eux ; comment pouvait-on imaginer que Mitterrand, l'homme de l'Internationale socialiste, qui a toujours prôné la reconnaissance d'une entité palestinienne aux côtés d'Israël, accepterait de rester à la traîne du monde entier plutôt que de serrer la main d'Arafat ?

Daniel Bensimon, *Davar*, 30 avril 1989 :

« (...) Les dirigeants de la communauté juive se sont transformés en exécutants de la diplomatie israélienne et ont envoyé au président Mitterrand une lettre de protestation contre la visite d'Arafat. Ils se sont adressés à lui comme s'il était un membre subalterne de la communauté, exigeant de soumettre le sujet à l'approbation de l'Assemblée nationale. (...) Plusieurs hauts fonctionnaires ont discrètement protesté contre ce qu'ils ont nommé "*le comportement paranoïaque*" d'Israël et de la communauté juive. La responsabilité de cette crise est à attribuer essentiellement au ministère israélien des Affaires étrangères, au sein duquel s'est développée une conception lourde de conséquences au cours des dernières années : chaque fois qu'Israël veut saboter une quelconque initiative de l'OLP, le ministère mobilise les communautés juives.

(...) L'ambassadeur Ovadia Sofer distribue des bons et des mauvais points aux intellectuels juifs français. Ceux qui expriment des positions différentes de celles du gouvernement israélien sont traités d'éléments marginaux détachés de l'establishment juif. Parmi ces "*marginaux*" se bousculent Jacques Attali, Marek Halter, Laurent Fabius, André Azoulay, Marie-Claire Mendès France et Jean Daniel.

L'ambassadeur Sofer n'est pas le produit le plus glorieux de la diplomatie israélienne. C'est lui qui a orchestré cette chorale déplaisante, gênante pour les autorités françaises et divisant les juifs. Cet homme, qui vit à l'étranger depuis si longtemps qu'il ne sait plus s'exprimer correctement en hébreu, est une illustration du modèle diplomatique vulgaire et agressif représenté par Binyamin Netanyahu. Et ce qui est intéressant, c'est que tout cela ne freine en rien la progression diplomatique de l'OLP. Bien au contraire, cela l'accélère. »

Éditorial de *Maariv*, 1^{er} mai 1989 :

« (...) L'OLP profitera de cette visite, qui coïncide justement avec le jour du souvenir de la Shoah, pour transmettre son message de propagande : l'OLP est la victime d'un génocide quotidien et elle tend la main vers la paix, afin que les enfants puissent vivre en paix et en sécurité des deux côtés. Mais au même moment, sur le terrain, l'OLP pousse ses enfants à accentuer leurs actes de violence.

Il faut féliciter les juifs de France. La majorité d'entre eux s'est mobilisée pour dénoncer les mensonges de l'OLP et pour dévoiler ses méthodes sanguinaires. Il est fort possible que cette attitude des juifs de France ait obligé le président François Mitterrand à baisser un peu le profil de cette visite.

Mais ceci ne saurait masquer le succès que constitue cette rencontre pour l'OLP ni atténuer les difficultés qui se préparent pour la diplomatie israélienne. »

Ilan Kefir, *Hadashot*, 2 mai 1989 :

« (...) La visite d'Arafat à Paris est susceptible d'ouvrir d'autres portes européennes à l'OLP et de peser encore plus sur la politique étrangère d'Israël. Comme d'autres dirigeants européens, François Mitterrand est utilisé par Arafat, ce qui lui enlève toute possibilité d'être associé au processus politique. Il y a un minimum qu'il faut exiger des hôtes d'Arafat : qu'ils obtiennent de lui, une fois pour toutes, la clarification de ses positions. S'est-il engagé, comme il le prétend, sur la voie d'un arrangement politique ou bien la modération

de ses discours n'est-elle qu'une couverture destinée à masquer la continuation du terrorisme sur le terrain ? »

Éditorial de *Yediot Aharonot*, 3 mai 1989 :

« La France n'a jamais été et n'est pas non plus aujourd'hui une locomotive du processus de paix dans la région. A l'avenir aussi, et malgré la visite d'Arafat à Paris, ce n'est pas la France qui mènera la danse. Ceci, au moins, peut consoler ceux qui ont protesté et manifesté contre cette visite, ici et au sein de la communauté juive française. Plus encore : tant que l'avis de Jérusalem aura un poids dans la négociation et tant qu'il y aura un gouvernement Shamir à Jérusalem, la visite d'Arafat à l'Élysée diminuera les chances de François Mitterrand d'être activement associé à la recherche d'une solution au conflit. Shamir respecte Mitterrand mais maintenant, il se méfiera de lui.

Éditorial de *Davar*, 3 mai 1989 :

« (...) En tant qu'appareil, l'OLP a réussi à atteindre son objectif : le monde entier, à quelques exceptions près, la considère comme le représentant officiel des Palestiniens. Israël a beau s'égosiller à répéter que seuls des dirigeants locaux peuvent parler au nom des habitants des territoires, le fait est que ce n'est pas avec Fayçal al-Husseini et Faez Abou Rahmé que les grands de ce monde discutent, mais avec des membres du comité exécutif de l'OLP. (Et s'il arrive qu'un ministre occidental des Affaires étrangères accorde une audience à des Palestiniens des territoires, ils n'y viennent qu'après avoir scrupuleusement coordonné leurs positions avec l'OLP.)

(...) Les gouvernements occidentaux veulent entretenir des contacts avec toutes les parties du conflit. Ce qu'Israël reproche aux Soviétiques, qui n'ont pas encore renoué leurs relations diplomatiques avec nous, est un argument boomerang qu'on lui oppose en ce qui concerne les relations françaises, britanniques et surtout américaines avec l'OLP. (...) »

Pinhas Inbari, *Al-Hamishmar*, 3 mai 1989 :

« (...) La décision d'Arafat de s'engager dans la voie diplomatique lui vaut de nombreux succès et avantages. Ceux qui disent que Paris est une première étape dans le voyage vers la Maison Blanche ont sans doute raison. C'est sous cet angle qu'il faut voir la mobilisation des juifs de France, orchestrée par le gouvernement israélien pour faire avorter la visite d'Arafat à Paris. Il s'agit d'une première bataille destinée à empêcher une telle visite à Washington. Malgré la " Conférence de solidarité " qu'Yitzhak Shamir avait réunie avant d'aller faire connaissance avec la nouvelle administration américaine, les doutes sont profonds. Shamir n'est pas sûr que les juifs américains s'opposeront aussi fermement que par le passé à une invitation américaine adressée à l'OLP. L'organisation de l'opposition juive française n'est donc pas uniquement destinée à des fins locales ; elle doit servir de précédent aux organisations juives américaines. (...) »

Éditorial de *Maariv*, 4 mai 1989 :

« (...) Bien que cette déclaration ne puisse être considérée, à ce stade, comme un amendement à la charte palestinienne ni comme un changement de base dans les positions de l'OLP, ce genre de déclarations revêt tout de même une certaine importance politique. Car, dans le domaine diplomatique, les propos tenus en public, surtout s'ils sont dits et répétés, ont autant de poids que des décisions prises par des institutions statutaires.

(...) Qu'il ait été poussé par Mitterrand à faire cette déclaration ou pas, Arafat a obtenu ce qu'il voulait en termes d'image. A chaque déclaration modérée ou pseudo-modérée qu'il profère, il gagne des points et du soutien. Même nous, nous avons pris l'habitude malsaine de réagir, tels les chiens de Pavlov, chaque fois qu'il ouvre la bouche. (...) »

Amos Carmel, *Yediot Aharonot*, 4 mai 1989 :

« (...) Puisqu'il est question de l'annulation de la charte de l'OLP, il faut bien lire son dernier paragraphe, qui est justement consacré à ce sujet : " (...) Cette charte ne peut être amendée que par une majorité des deux tiers du Conseil national palestinien, au cours d'une session spéciale réunie à cet effet. " Cette session spéciale n'a pas été convoquée. La majorité des deux tiers n'a ni voté ni amendé. Quant à Arafat, ce démocrate-né, il n'a bien sûr pas annoncé qu'il engagerait la procédure fixée par la charte.

En d'autres termes, si Arafat est sérieux, ses déclarations parisiennes ne le sont pas. Si la charte était significative, elle ne pourrait être annulée d'un mot. Et si on peut l'annuler d'un mot, cela veut dire que rien de significatif ne s'est passé à Paris. En tout état de cause, la joie de Weizman et de ses amis ne repose sur rien de concret. (...) »

Éditorial de *Haaretz*, 4 mai 1989 :

« (...) Le gouvernement israélien tente de présenter les propos d'Arafat comme le nouveau maillon d'une série de mensonges. Ce faisant, il continue de s'isoler dans une voie sans issue. Le monde entier considérera les paroles d'Arafat comme une avancée vers la paix dans notre pays et dans notre région. Le monde fera confiance à Arafat, et pas à Shamir. La conclusion est incontournable : le gouvernement israélien doit cesser de boycotter l'OLP comme partenaire dans la négociation. Et le plus tôt serait le mieux, pour notre plus grand bien. »

Gidon Kutz, *Davar*, 5 mai 1989 :

« (...) Le président de la communauté juive française, Théo Klein, qui pensait qu'il lui serait possible d'organiser une tranquille manifestation de solidarité avec Israël, a failli se faire lyncher par une bruyante minorité de juifs de droite qui jouissent d'une large approbation. C'était pour lui une bien triste manière de quitter l'exercice de sa fonction. Ces juifs de droite, membres du " Beitar " ou mercenaires israéliens, ont donné aux manifestations juives une image agressive. Face à eux, les manifestants palestiniens et pro-palestiniens ont donné l'image de gens de paix et d'amour. Ils ont manifesté joyeusement, avec des orchestres, et ont parlé d'amitié et de compréhension.

On a pu noter la cristallisation d'un lobby pro-palestinien autour des associations de Nord-Africains. Pour ces Arabes, et pour de nombreux Français, Arafat est le Che Guevara des années 80. Il était difficile de ne pas remarquer l'émotion sincère de beaucoup d'entre eux, et parmi eux des journalistes arabes non soupçonnables de sensiblerie. Lorsqu'Arafat a grimpé les marches de l'Élysée, ils étaient au bord des larmes. Ils se sont imposés en nombre lors de chacune de ses prestations, y compris sa conférence de presse. Quant à nous, nous avons un peu l'impression de nous être introduits en voyeurs dans un banquet nationalo-familial d'un genre dont nous avons peut-être déjà oublié le goût. »

ENTRETIEN

Entretien avec l'historien Elie Barnavi, réalisé par Zvi Gilat, *Hadashot*, 3 mai 1989 :

« *Quelle est votre définition du terme " intellectuel français " ?*

— A la différence de l'Allemagne ou de l'Angleterre, il s'agit en France d'une classe sociale. Ils bénéficient d'un statut particulier et d'un grand prestige. En tant que groupe, surtout s'il s'agit de philosophes et d'historiens, ils ont une grande influence. (...)

— *Qu'est-ce qui différencie un simple universitaire des membres de cette " classe sociale " ?*

— Ce sont les médias. Il s'agit de gens qui ont libre accès aux médias. Ceux qui ont réussi à obtenir cela sont une poignée, et on les voit et les entend partout. Le philosophe Bernard-Henry Lévy est le plus médiatisé. Il y a encore Alain Finkielkraut, qui n'est pas

très bien vu par l'establishment juif bien qu'il soit l'un des plus célèbres. Il y a aussi Pierre Vidal-Naquet. (...) Ils sont un establishment à eux tout seuls, un establishment intellectuel. Tout d'abord en tant qu'intellectuels français, mais parfois ils s'expriment sur des sujets qui ont quelque rapport avec le judaïsme. Le grand public ne considère pas BHL exclusivement comme un juif. Sa judéité n'est prise en compte que lorsqu'il parle des juifs. La France est un pays libéral, on peut y jouer sur les deux tableaux à la fois. (...)

— *Au moment de la visite de Shamir en France, on a dit que ces intellectuels juifs avaient été séduits par l'homme. Ils l'ont trouvé différent de ce qu'ils pensaient...*

— Je ne crois pas qu'ils aient été séduits. La télévision a interrogé deux ou trois d'entre eux, et ils ont dit qu'ils l'avaient trouvé moins exécrable qu'ils ne s'y attendaient. Shamir a une image tellement négative, tellement butée que, lorsqu'il a esquissé un petit sourire sous sa moustache en disant qu'il faudrait peut-être penser à une solution globale du conflit, ils ont été abasourdis. Et puis, il y a aussi le fait qu'il s'agit de juifs qui ont honte de s'être trompés dans leur jeunesse. La plupart d'entre eux sont issus de l'extrême gauche révolutionnaire, ils ont été de fervents antisionistes. Lorsqu'ils ont abandonné leurs idéaux extrémistes, ils sont très vite revenus à ce qu'ils pensaient être le judaïsme et le sionisme. Depuis, ils ont tout simplement peur de dire du mal d'Israël en public.

— *Ce n'est pas très honnête, intellectuellement parlant...*

— C'est tout à fait malhonnête, effectivement. Certains d'entre eux sont très droits, mais je n'en dirais pas autant de Bernard-Henry Lévy. Cet homme est une star médiatique transformée en bulle de savon. Il a beaucoup de talent, mais le succès lui est monté à la tête et il est prêt à dire n'importe quoi.

— *Il semblerait qu'Israël ait employé les grands moyens pour empêcher cette rencontre...*

— Je suis extrêmement déçu. Tout d'abord, je pense que l'utilisation qui a été faite de la journée de la Shoah à propos de la visite d'Arafat constitue un véritable scandale. Arafat n'est pas le continuateur d'Hitler, ceci est un radotage politique. On peut aimer Arafat ou non, je ne fais pas partie de ses admirateurs, mais Arafat est le dirigeant d'un peuple qui se bat pour sa liberté, même si ce combat ne me plaît pas. Cette utilisation continuelle de la Shoah est très grave. Dire de Mitterrand, qui est vraiment un grand ami d'Israël, qu'il accueille l'héritier d'Hitler à l'Élysée, c'est une honte, politiquement et moralement.

— *Comment expliquez-vous que les intellectuels juifs se soient ravisés et ne l'aient pas rencontré ?*

— Ils se sont esquivés à cause des très fortes pressions exercées par l'ambassade israélienne. C'est parce qu'ils vivent là-bas, et pas ici. Je connais cela. J'ai remarqué qu'il était plus facile de s'exprimer ici qu'à l'étranger. Un homme comme Elie Wiesel, qui se présente comme un saint et une figure morale, a dit un jour qu'il ne critiquerait jamais Israël, car c'est le prix qu'il paye pour ne pas y vivre. C'est exactement ce qui se passe pour tous. Ils ont reçu un ordre d'Ovadia Sofer, et ils se sont "dégonflés". Sauf quelques-uns, les plus courageux, avec lesquels ça ne marche pas. Certains rencontreront Arafat, c'est un processus inévitable. »

Médiathèque MMSH

Périodiques

P -

000549

Exclu du Prêt

Directrice de la publication : Layla Shahid Barrada

Publiée par l'Institut des études palestiniennes, Washington, USA

Photocomposition : Edit-Press, Paris

Imprimé en France

par Normandie impression S.A., Alençon

Dépôt légal : juin 1989

Fondé en 1963 à Beyrouth, l'*Institut des études palestiniennes* a pour but de promouvoir une meilleure compréhension de la cause palestinienne et des droits du peuple palestinien. Privé et indépendant, l'Institut est un organisme arabe de recherches sans but lucratif. Il n'est affilié à aucun gouvernement, groupe ou parti politique. Ses publications sont destinées à informer le public de la question palestinienne et du conflit arabo-israélien ; elles sont le reflet de la libre expression de leurs auteurs et n'engagent pas nécessairement l'Institut.
